

Des avantages et des inconvénients d'organiser des primaires à gauche

Niels Planel

2010

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1064013ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1064013ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département des littératures de langue française

ISSN

2104-3272 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Planel, N. (2010). Des avantages et des inconvénients d'organiser des primaires à gauche. *Sens public*. <https://doi.org/10.7202/1064013ar>

Article abstract

This text offers some lessons the French left can draw from the US Democrats' experience in organizing primaries. Even though the formula presents itself with obstacles, it also has several benefits that could ultimately contribute to the renovation of the progressive movement in France.

Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0) Sens-Public, 2010



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>



Revue électronique internationale
International Web Journal
www.sens-public.org

Des avantages et des inconvénients d'organiser des primaires à gauche

NIELS PLANEL

Résumé: Ce texte présente quelques enseignements que la gauche française peut tirer de l'expérience démocrate aux États-Unis dans l'organisation et la mise en oeuvre de primaires. Si la formule présente des obstacles, elle offre également des bénéfices nombreux qui peuvent contribuer à rénover le mouvement progressiste en France.

Abstract: This text offers some lessons the French left can draw from the US Democrats' experience in organizing primaries. Even though the formula presents itself with obstacles, it also has several benefits that could ultimately contribute to the renovation of the progressive movement in France.

Des avantages et des inconvénients d'organiser des primaires à gauche

Niels Planel

Indéniablement fascinés par le charismatique Barack Obama, de nombreux politiques français songent désormais à s'inspirer de ses succès, et les socialistes ont finalement décidé d'organiser des primaires, semblables à celles que l'on peut voir aux États-Unis. Cette approche a ses avantages, même si l'organisation de primaires n'est pas une formule magique qui puisse régler tous les problèmes de la gauche française. Pour en évaluer la portée, il ne faut pas en oublier les défauts.

En premier lieu, il faut aborder la question du mode de financement de ces « élections avant les élections ». Si M. Obama a remporté les primaires, c'est aussi parce qu'il était le candidat le plus riche. Rivalisant en 2007 avec la candidate de l'establishment, Hillary Clinton, en termes de fonds récoltés, il avait pris l'avantage sur elle dès janvier 2008 – tandis que la campagne de la démocrate s'était retrouvée en banqueroute, contraignant Mme Clinton à s'octroyer un prêt. Les sommes qui ont servi à nourrir leur « show » électoral pourraient donner le vertige en France, où les financements sont de toute façon plafonnés.

En outre, ce type de primaires peut être très violent. Les candidats font en effet campagne sur des idées similaires pour séduire un électorat essentiellement déjà acquis aux grands principes qu'ils défendent. La critique constante et violente des adversaires devient un procédé normal pour se distinguer, quitte même à boxer en dessous de la ceinture. L'on se souvient de Samantha Power, conseillère du candidat métis, expliquant en « off » que Mme Clinton était « un monstre », ou d'un soutien de cette dernière s'interrogeant sur le rapport de M. Obama à la drogue. En réalité, les exemples de ce genre sont légions. Il serait dommage que la politique française perde sa bonne tenue relative.

Le rapport d'Arnaud de Montebourg et d'Olivier Ferrand, qui ont tous deux fait le voyage jusqu'à Washington pour étudier la campagne de M. Obama, stipule : « [N]ous proposons sous certaines conditions de donner le droit de participer à la primaire à tous les citoyens se déclarant en accord avec nos valeurs. Le choix stratégique de donner à tous les citoyens le droit de voter sous les conditions de déclarer sa sympathie aux valeurs de la gauche a pour objectif de donner une prime aux candidats qui provoqueront l'enthousiasme et déplaceront les citoyens ».

Mais des primaires ouvertes à tous présentent une faille notable : On se souvient que Mme Clinton a repris l'avantage dans la course à la nomination aux premiers jours de mars 2008, grâce aux importantes primaires dans le Texas et l'Ohio. Mme Clinton a remporté le Texas avec près de 100.000 voix d'avance. Or, l'on a observé que près de 120.000 républicains avaient participé aux primaires démocrates du Texas. Leurs primaires s'étant conclues dès février sur l'assurance d'une investiture de John McCain, ils s'employèrent à torpiller la candidature de Barack Obama, tenu à juste titre pour bien plus difficile à battre par M. McCain que Mme Clinton. Même chose dans l'Ohio. Leur objectif était donc de voir Mme Clinton remporter la nomination, et des commentateurs conservateurs ne se sont pas privés d'appeler les électeurs de leur camp à voter pour elle.

Il serait donc très dommageable que l'on voie des partisans de la droite peser de tout leur poids en faveur d'un candidat de gauche mineur et sans aucune chance de devenir un challenger national. En même temps, il ne faudrait pas oublier que le soutien des indépendants et des républicains modérés a été crucial pour M. Obama dans l'obtention de la nomination.

Et le rapport relève encore que de « nombreux changements culturels » seraient nécessaires pour introduire cette nouvelle dynamique, ajoutant que le militant, à la différence du simple sympathisant, pourra organiser la primaire et initier plusieurs actions, notamment à travers un « travail de porte-à-porte ». Aux États-Unis, où l'on dévoile très aisément ses opinions politiques, c'est presque une tradition. Mais en France ? Affichera-t-on publiquement ses idées et ses différends politiques face à un inconnu qui, ne se contentant plus de distribuer des tracts sur le marché, viendra toquer à votre porte ?

Enfin, et cette dimension est cruciale, n'est pas Barack Obama ou Hillary Clinton qui veut. N'oublions pas que les dernières primaires démocrates ne durent leur immense succès qu'au charisme de deux candidats formidables, qui ont englouti des millions de dollars dans l'aventure politique qui devait faire de l'une la première femme présidente du pays ou de l'autre le premier dirigeant afro-américain. En revanche, les primaires de 2004 ou de 2000 n'avaient certainement pas tenu les Américains en haleine de manière comparable, et la désignation de John Kerry, personnalité soutenue par l'establishment mais sans charisme, avait même plutôt refroidi la base.

Les primaires à l'américaine présentent d'autres failles, et une commission du Parti démocrate a présenté fin 2009 des recommandations pour y remédier : il s'agirait notamment de reculer la date de début des primaires – le dernier scénario avait contraint le monde politique et médiatique à passer Noël 2007 en campagne ; de réduire l'influence des super délégués, ces pontes du parti qui peuvent peser de manière trop importante dans le choix du candidat, en les contraignant à exprimer leur avis en tenant compte des votes exprimés dans les États qu'ils représentent ; et

d'établir un code de recommandations (« *best practices* ») pour l'organisation des caucus démocrates.

Il faut donc garder à l'esprit ces difficultés intrinsèques et les considérer comme des défis à relever en raison des avantages de la formule. Ceux-ci, en effet, sont nombreux. Tout d'abord, les élections primaires mobilisent et captivent l'électorat et le familiarisent avec les propositions défendues par les candidats. En 2008, 3.5 millions d'électeurs supplémentaires ont pu être inscrits sur les listes grâce aux primaires – la grande majorité votant pour M. Obama. Dans le Kansas, le taux de participation a même bondi de 2549% par rapport à 2004 ! Et la totalité des États américains ont suivi les débats des démocrates.

A l'issue des quatre mois de primaires – durée prévue dans le rapport socialiste –, une réconciliation est primordiale, et évite aux uns et aux autres de continuer à se tirer dessus une fois la sélection du candidat faite. Cette « mise en scène » scelle en général les disputes et permet d'avoir un parti en ordre de marche, un atout essentiel pour gagner.

Le calendrier est important : aux États-Unis, les primaires, suivies par les électeurs des deux camps, permettent aux candidats choisis de bénéficier d'un élan considérable pour entrer dans la phase générale de l'élection présidentielle. Cependant, tout temps mort entre ce choix et le début de la campagne menant au premier tour pourrait à l'inverse refroidir l'enthousiasme des supporters.

De plus, en ouvrant les primaires à tout un chacun, les candidats devraient apparaître plus consensuels, davantage ouverts à des idées susceptibles de séduire le plus grand nombre plutôt que la seule base. Leur légitimité et leur assise n'en seront donc que plus solides.

Ces primaires pourraient donner une nouvelle vie à un vaste mouvement progressiste français qui pourrait ainsi être combiné et modernisé, alors qu'il reste pour l'heure le résidu trop fragmenté d'un rassemblement de gauche qui a fait le succès de François Mitterrand comme de Lionel Jospin en leur temps. Peu à peu, on assisterait peut-être à une bipolarisation plus tranchée et peut-être plus cohérente de la vie politique française – les conservateurs ayant, avec Nicolas Sarkozy, décidé de ne plus se priver de faire le plein de votes, y compris à la droite de la droite.

Enfin, avec les technologies d'aujourd'hui, les primaires permettent également, comme on l'a vu en 2003-2004 avec le précurseur trop vite oublié Howard Dean, et bien sûr Barack Obama lui-même en 2007-2008, de faire surgir de nulle part de « petits » candidats à même de défier l'establishment – éventuellement avec succès. Ce serait une bouffée d'air frais salutaire pour la rénovation tant espérée.

Il faut enfin noter que les victoires démocrates de 2006 (élections de mi-mandat) et 2008 doivent beaucoup aux infortunes, à l'incompétence et au climat de peur instauré par

l'administration de George W. Bush. Or, la crise économique présente laissera des cicatrices, et peu est encore fait pour réformer en profondeur le système financier.

Dans ce contexte, il ne sera pas difficile au candidat de la gauche de rappeler que pendant qu'une certaine France s'apprêtait à entrer dans la tempête, une minorité sablait le champagne au Fouquet's ou trouvait le repos sur un yacht. Qu'on procédait à une augmentation de salaire d'un pourcentage non négligeable à l'heure où les Français ont eu de plus en plus de mal à joindre les deux bouts et où la dette publique n'a cessé de grimper en flèche. Que les échecs de la politique de sécurité sont patents.

Que là où Barack Obama, parti de rien, a inspiré le monde et fait rêver en atteignant les sommets par la voie du mérite, la présidence française a suscité des interrogations en souhaitant installer l'un de ses enfants à d'importantes responsabilités. Que l'Amérique ne se demande plus si son président, afro-américain, « correspond au prototype » mais a voté pour faire tomber ces barrières qui gangrènent aujourd'hui la société française.

Et que le symbole le plus fort de l'action de la droite demeure le « bouclier fiscal », à l'heure où même les démocrates américains, ces « libéraux » pourtant peu allergiques aux lois du marché, observent que lorsque 1% de la population en vient à s'accaparer plus de 20% de la richesse du pays, favorisant un grave creusement des fractures, une seule solution s'impose : redistribuer les richesses en augmentant les impôts sur les plus riches.

Et au fond, c'est bien ce qui différencie la droite et la gauche : la lutte contre l'inégalité et l'injustice est au centre du logiciel des gauches. Des primaires peuvent désigner ce candidat qui soit le mieux à même de rappeler tout ce qui sépare les progressistes des conservateurs.